

Code NACE	Description
92721	Exploitation de salles de billards
92722	Exploitation de parcs de récréation, luna-parcs et similaires
92723	Exploitation d'infrastructures de plage, de bicyclettes, pédalos, poneys et similaires
92724	Autres activités récréatives
93011	Blanchisseries, teintureries et similaires
93012	Salons-lavoirs, blanchisseries, services de nettoyage de vêtements, linges et autres textiles pour particuliers
93013	Magasins-dépôts pour le nettoyage des vêtements, linges et autres textiles des particuliers
93021	Salons de coiffure
93022	Instituts de beauté
93031	Entreprises de pompes funèbres
93032	Gestion de cimetières et crématoriums
93040	Entretien corporel
93051	Agences matrimoniales, agences de rencontres, services d'escorte et similaires
93052	Graphologues, astrologues, voyants, radiesthésistes et similaires
93053	Autres services aux personnes n.d.a.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 10 octobre 2003 portant octroi d'une aide aux petites et moyennes entreprises pour des investissements en Région flamande.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
B. SOMERS

La Ministre flamande de l'Economie, de la Politique extérieure et de l'E-gouvernement,
P. CEYSENS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 4280

[2003/201691]

9 OCTOBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale, tel que modifié les 29 octobre 1998, 22 février 2001, 11 octobre 2001, 13 décembre 2001, et 8 novembre 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 juillet 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 juillet 2003;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence spécialement motivée par le fait que les centres de planning et de consultation familiale et conjugale pratiquant des interruptions volontaires de grossesse ont conclu une convention avec l'INAMI qui leur assure un financement spécifique et qu'il convient de remédier le plus tôt possible au risque d'un double financement par les pouvoirs publics;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale tel que modifié, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« L' interruption volontaire de grossesse et toutes les consultations relatives à celle-ci doivent être consignées dans le registre en utilisant les items relatifs à l'IVG. »

Art. 3. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. Le montant maximal de l'intervention financière exigible pour les consultations autres que médicales est fixé à quinze euros par personne et par consultation.

Ce montant est indexé le 1^{er} janvier de chaque année et notifié aux centres par le Ministre.

Les honoraires relatifs à l'IVG, réclamés à une patiente non couverte par l'assurance maladie invalidité, ne peuvent excéder le montant pris en charge par l'INAMI augmenté de l'intervention personnelle de la bénéficiaire, tels que fixés par la convention liant dans ce cadre, le centre et l'INAMI.

Pour les autres consultations médicales, le montant de l'intervention financière exigible ne peut en aucun cas dépasser le montant de l'intervention personnelle restant à charge du bénéficiaire de l'assurance soin de santé.

Tout paiement donne lieu à délivrance d'un reçu dont un double est conservé dans le dossier médical. Le reçu mentionne la date, le numéro d'identification de la consultation et le montant reçu. Il est signé par le prestataire. »

Art. 4. Dans l'article 17 du même arrêté, les trois derniers alinéas sont remplacés par les quatre alinéas suivants :

« Les séances d'animation comptent pour 4 activités.

Les interruptions volontaires de grossesse et les consultations liées à celles-ci, qui ne sont pas prises en charge dans le cadre de la convention liant le centre et l'INAMI, comptent pour 12 activités. Ne peuvent cependant être pris en considération que 5 % du nombre total d'interruptions volontaires de grossesse réalisées par le centre.

Les consultations par téléphone, les interruptions volontaires de grossesse et les consultations liées à celles-ci, telles que définies dans la convention liant le centre et l'INAMI, ne sont pas comptabilisées.

Les interruptions volontaires de grossesse et les consultations liées à celles-ci qui sont réalisées par un centre dont la convention le liant à l'INAMI a été résiliée ne sont plus comptabilisées. »

Art. 5. Dans le premier alinéa de l'article 18 du même arrêté, les mots « Catégorie II : 12.400 euros » sont remplacés par les mots « Catégorie II : 16.100 euros ».

Art. 6. Le 2^e alinéa de l'article 18 du même arrêté est complété par la phrase suivante :

« Le bénéfice des subventions octroyées sur base du présent article, pour des dépenses de personnel, ne requiert aucune exigence de qualification de la part de ce personnel. »

Art. 7. Dans l'article 21 du même arrêté, le paragraphe 1^{er} est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 1^{er}. Les subventions couvrant les dépenses de personnel engagé sous statut ou sous contrat de travail sont allouées au centre en fonction de la catégorie à laquelle il appartient et déterminées comme suit :

Catégorie I : 0,50 ETP

Catégorie II : 1 ETP

Catégorie III : 1,30 ETP

Catégorie IV : 1,60 ETP

Catégorie V : 2 ETP

Catégorie VI : 2,50 ETP

Catégorie VII : 3,00 ETP

Pour les centres ayant effectué des IVG durant la période de référence pour la détermination de la catégorie d'agrément, l'emploi salarié visé à ce même alinéa est majoré selon les modalités suivantes :

Centre ayant pratiqué	ETP supplémentaires
de 1 à 99 IVG	0,7
de 100 à 199 IVG	1,1
200 IVG et plus	1,5

Les subventions ne peuvent excéder les échelles barémiques annexées au présent arrêté majorées de charges patronales.

Le centre répartit à son gré ce temps de travail subsidiable entre les membres de son personnel titulaires d'un des diplômes visés aux alinéas 3, 4, 5 et 6 de l'article 10 du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale.

L'octroi des subventions pour une personne titulaire d'un autre titre requiert qu'il en soit fait mention dans l'arrêté d'agrément ainsi que du temps de travail qui lui est affecté. »

Art. 8. Dans le premier alinéa de l'article 22 du même arrêté, le mot « sexologiques » est inséré entre le mot « juridiques » et les mots « ainsi que les prestations des conseillers conjugaux ».

Art. 9. Dans le premier alinéa de l'article 22 du même arrêté, les mots « dont le nombre est fixé dans l'arrêté d'agrément » sont supprimés.

Art. 10. Dans le premier alinéa de l'article 22 du même arrêté, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Le nombre d'heures subsidiables est alloué au centre en fonction de la catégorie à laquelle il appartient et déterminé comme suit :

Catégorie I : 100 heures

Catégorie II : 243 heures

Catégorie III : 358 heures

Catégorie IV : 460 heures

Catégorie V : 600 heures

Catégorie VI : 740 heures

Catégorie VII : 880 heures. »

Art. 11. Pour la période du 1^{er} janvier 2003 au 30 juin 2003, l'emploi salarié pouvant bénéficier des subventions selon les modalités de l'article 7 du présent arrêté est limité conformément aux modalités suivantes :

Catégorie I : 0,33 ETP

Catégorie II : 0,80 ETP

Catégorie III : 1,20 ETP

Catégorie IV : 1,50 ETP

Catégorie V : 2,00 ETP

Catégorie VI : 2,50 ETP

Catégorie VII : 3,00 ETP

Pour les centres ayant effectué des IVG durant l'année 2001, l'emploi salarié fixé à l'alinéa 1^{er} est majoré selon les modalités suivantes :

Centre ayant pratiqué	ETP supplémentaires
de 1 à 99 IVG	0,7
de 100 à 199 IVG	1,1
200 IVG et plus	1,5

Cet emploi supplémentaire est géré par le centre conformément aux modalités de l'article 7 du présent arrêté.

Art. 12. L'article 17, alinéa 5, du même arrêté et l'article 11 du présent arrêté ne sont pas applicables aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale qui n'ont signé aucune convention avec l'INAMI portant sur la prise en charge des interruptions volontaires de grossesse et des consultations liées à celles-ci. Pour ces centres, les interruptions volontaires de grossesse comptent pour huit activités et les consultations liées à ces interruptions pour une activité.

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2003.

Namur, le 9 octobre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl.VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 4280

[2003/201691]

9 OKTOBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 29 oktober 1998, 22 februari 2001, 11 oktober 2001, 13 december 2001 en 8 november 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 juli 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 juli 2003;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gegrond of het feit dat de centra voor levens- en gezinsvragen waar vrijwillige zwangerschapsonderbrekingen verricht worden een overeenkomst met het RIZIV hebben gesloten die hen een specifieke financiering waarborgt, en dat het risico van een dubbele financiering door de overheid zo snel mogelijk voorkomen moet worden;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen, zoals gewijzigd, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd : « De vrijwillige zwangerschapsonderbreking en alle desbetreffende consulten worden in het register opgenomen d.m.v. items in verband met zwangerschapsonderbrekingen. »

Art. 3. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 10. De financiële bijdrage die voor niet-medische consulten gevraagd kan worden, bedraagt maximum vijftien euro per persoon en per consult.

Dat bedrag wordt jaarlijks op 1 januari geïndexeerd en door de Minister aan de centra meegedeeld.

De honoraria voor een vrijwillige zwangerschapsonderbreking die geëist worden van een patiënte zonder ziekteverzekering mogen niet hoger zijn dan het bedrag ten laste van het RIZIV, vermeerderd met de persoonlijke bijdrage van de gerechtigde, zoals vastgelegd in de overeenkomst die het centrum en het RIZIV in dat verband hebben gesloten.

De financiële bijdrage die voor de andere medische consulten gevraagd kan worden, mag in geen geval hoger zijn dan de persoonlijke bijdrage die ten laste blijft van de gerechtigde op de gezondheidszorgverzekering.

Na elke betaling wordt een ontvangstbewijs afgegeven waarvan een dubbel in het medisch dossier bewaard wordt.

De datum, het identificatienummer van het consult en het ontvangen bedrag worden vermeld op het ontvangstbewijs, dat door de hulpverlener wordt getekend. »

Art. 4. In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de laatste drie leden vervangen door de vier volgende leden :

« De animaties gelden als vier activiteiten.

De vrijwillige zwangerschapsonderbrekingen en de desbetreffende consulten die niet in het kader van de door het centrum en het RIZIV gesloten overeenkomst ten laste worden genomen, gelden als twaalf activiteiten. Slechts 5 % van het totaal aantal vrijwillige zwangerschapsonderbrekingen die door het centrum verricht worden, mag in aanmerking genomen worden.

Telefonische consulten, vrijwillige zwangerschapsonderbrekingen en de desbetreffende consulten, zoals bepaald in de door het centrum en het RIZIV gesloten overeenkomst, worden niet meegerekend.

De door een centrum verrichte vrijwillige zwangerschapsonderbrekingen en de desbetreffende consulten waarvan de overeenkomst met het RIZIV opgezegd werd, worden niet meer meegerekend. »

Art. 5. In het eerste lid van artikel 18 van hetzelfde besluit worden de termen « categorie II : 12.400 euro » vervangen door de termen « categorie II : 16.100 euro. »

Art. 6. Het tweede lid van artikel 18 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende zin :

« Om de subsidies te genieten die krachtens dit artikel voor personeelskosten toegekend worden, wordt geen kwalificatievereiste voor betrokken personeel opgelegd. »

Art. 7. In artikel 21 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 1 vervangen door de volgende paragraaf :

« § 1. De subsidies ter dekking van de personeelskosten voor het statutaire of het contractuele personeel worden aan het centrum toegekend op grond van de categorie waaronder het ingedeeld is en worden vastgelegd als volgt :

- Categorie I : 0,50 VTE
- Categorie II : 1 VTE
- Categorie III : 1,30 VTE
- Categorie IV : 1,60 VTE
- Categorie V : 2 VTE
- Categorie VI : 2,50 VTE
- Categorie VII : 3,00 VTE

Voor de centra die zwangerschapsonderbrekingen hebben verricht tijdens de periode die als referentie geldt om de erkenningscategorie te bepalen, wordt de bezoldigde betrekking bedoeld in hetzelfde lid vermeerderd als volgt :

Aantal verrichte zwangerschapsonderbrekingen	Bijkomende VTE
1 tot 99	0,7
100 tot 199	1,1
200 en meer	1,5

De subsidies mogen niet hoger zijn dan de bij dit besluit gevoegde weddenschalen, vermeerderd met werkgeversbijdragen.

Het centrum verdeelt deze subsidieerbare arbeidstijd naar keuze onder de personeelsleden die houder zijn van één van de diploma's bedoeld in het derde, het vierde, het vijfde en het zesde lid van artikel 10 van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen.

De toekenning van subsidies voor een persoon met een andere hoedanigheid wordt in het erkenningsbesluit vermeld, samen met de hem toegewezen arbeidstijd.

Art. 8. In het eerste lid van artikel 22 van hetzelfde besluit worden de woorden « de psychologische en juridische verstrekingen » vervangen door de woorden « de psychologische, juridische en seksuologische verstrekingen. »

Art. 9. In het eerste lid van artikel 22 van hetzelfde besluit worden de woorden « waarvan het aantal in het erkenningsbesluit is vastgesteld » geschrapt.

Art. 10. In artikel 22 van hetzelfde besluit wordt tussen het tweede en derde lid het volgende lid ingevoegd :

« Het aantal subsidieerbare uren wordt aan het centrum toegekend op grond van de categorie waaronder het ingedeeld is, en wordt vastgelegd als volgt :

- Categorie I : 100 uren
- Categorie II : 243 uren
- Categorie III : 358 uren
- Categorie IV : 460 uren
- Categorie V : 600 uren
- Categorie VI : 740 uren
- Categorie VII : 880 uren. »

Art. 11. Voor de periode van 1 januari 2003 tot 30 juni 2003 wordt de bezoldigde betrekking die in aanmerking kan komen voor subsidies krachtens de bepalingen van artikel 7 van dit besluit, beperkt als volgt :

- Categorie I : 0,33 VTE
- Categorie II : 0,80 VTE
- Categorie III : 1,20 VTE
- Categorie IV : 1,50 VTE
- Categorie V : 2 VTE
- Categorie VI : 2,50 VTE
- Categorie VII : 3,00 VTE

Voor de centra die zwangerschapsonderbrekingen in 2001 hebben verricht, wordt de in het eerste lid bedoelde bezoldigde betrekking vermeerderd als volgt :

Aantal verrichte zwangerschapsonderbrekingen	Bijkomende VTE
1 tot 99	0,7
100 tot 199	1,1
200 en meer	1,5

De bijkomende betrekking wordt door het centrum beheerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 7 van dit besluit.

Art. 12. Artikel 17, vijfde lid, van hetzelfde besluit en artikel 11 van dit besluit zijn niet van toepassing op de centra voor levens- en gezinsvragen die geen overeenkomst met het RIZIV hebben getekend i.v.m. de ten laste genomen vrijwillige zwangerschapsonderbrekingen en desbetreffende consulten.

Voor die centra worden de vrijwillige zwangerschapsonderbrekingen als acht activiteiten beschouwd en de desbetreffende consulten als één activiteit.

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

Namen, 9 oktober 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE